

Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization

Organización de las Naciones Unidas
para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Организация Объединенных Наций
по вопросам образования, науки и культуры

Convention sur la reconnaissance des études et des
diplômes relatifs à l'enseignement supérieur
dans les Etats de la région Europe

Convention on the Recognition of Studies,
Diplomas and Degrees concerning higher Education
in the States belonging to the Europe Region

Convenio de Convalidación de Estudios,
y Títulos o Diplomas relativos a Educación Superior
en los Estados de la Región Europa

Конвенция о признании учебных курсов,
дипломов о высшем образовании и ученых степеней
в государствах региона Европы



CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE DES ETUDES
ET DES DIPLOMES RELATIFS A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DANS LES ETATS DE LA REGION EUROPE

PREAMBULE

Les Etats appartenant à la région Europe, Parties à la présente Convention, Rappelant que, comme l'a constaté à diverses reprises la Conférence générale de l'Unesco dans ses résolutions relatives à la coopération européenne, "le développement de la coopération entre les nations dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information conformément aux principes de l'Acte constitutif de l'Unesco, joue un rôle essentiel dans l'oeuvre de paix et de compréhension internationale",

Conscients des rapports étroits existant entre leurs cultures malgré la diversité des langues et les différences des régimes économiques et sociaux et désireux de renforcer leur coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité permanente de leurs peuples,

Rappelant que les Etats réunis à Helsinki ont, dans l'Acte final de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe du 1er août 1975, exprimé leur intention "d'améliorer dans des conditions mutuellement acceptables, l'accès aux établissements d'enseignement, ainsi qu'aux institutions culturelles et scientifiques, des étudiants, des enseignants et des hommes de science des Etats participants,... notamment..., en parvenant à la reconnaissance mutuelle des grades et diplômes universitaires soit, si nécessaire, par voie d'accords entre gouvernements, soit par voie d'arrangements directs entre les universités et autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche" et "en favorisant une évaluation plus exacte des problèmes relatifs à la comparaison et à l'équivalence des grades et des diplômes universitaires",

Rappelant que la plupart des Etats contractants ont déjà, en vue de promouvoir la réalisation de ces objectifs, conclu entre eux des accords bilatéraux ou sous-régionaux portant notamment sur l'équivalence ou la reconnaissance des diplômes ; mais désireux, tout en poursuivant et en intensifiant leurs efforts sur les plans bilatéral et sous-régional, d'étendre leur coopération dans ce domaine à l'ensemble de la région Europe,

Convaincus que la grande diversité des systèmes d'enseignement supérieur existant dans la région Europe constitue une richesse culturelle exceptionnelle qu'il convient de sauvegarder, et désireux de permettre à l'ensemble de leurs populations de bénéficier pleinement de cette richesse culturelle en facilitant aux habitants de chaque Etat contractant l'accès aux ressources d'éducation des autres Etats contractants et notamment en les autorisant à poursuivre leur formation dans les établissements d'enseignement supérieur de ces autres Etats,

Considérant qu'il convient de recourir, pour autoriser l'admission aux étapes d'études ultérieures, à la conception de la reconnaissance des études qui, dans une perspective de mobilité tant sociale qu'internationale, permet d'évaluer le niveau de formation atteint en tenant compte des connaissances attestées par les diplômes obtenus, ainsi que de toute autre compétence individuelle appropriée dans la mesure où celle-ci peut être jugée valable par les autorités compétentes,

Considérant que la reconnaissance par l'ensemble des Etats contractants des études faites et des diplômes obtenus dans l'un quelconque d'entre eux a pour but d'intensifier la mobilité internationale des personnes et les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences scientifiques et technologiques, et qu'il est souhaitable d'accueillir les étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur, étant entendu que la reconnaissance de leurs études ou diplômes ne pourra leur conférer plus de droits qu'aux étudiants nationaux,

Constatant que cette reconnaissance constitue l'une des conditions nécessaires en vue :

1. de permettre la meilleure utilisation possible des moyens de formation et d'éducation existant sur leurs territoires,
2. d'assurer une plus grande mobilité des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des professionnels,
3. de pallier les difficultés que rencontrent lors de leur retour dans leurs pays d'origine les personnes ayant reçu une formation ou une éducation à l'étranger,

Désireux d'assurer la plus large reconnaissance possible des études et des diplômes en tenant compte des principes qui concernent la promotion de l'éducation permanente, la démocratisation de l'enseignement, l'adoption et l'application d'une politique de l'éducation adaptée aux transformations structurales, économiques et techniques, aux changements sociaux et aux contextes culturels de chaque pays,

Résolus à consacrer et à organiser leur collaboration future dans ces domaines par la voie d'une convention qui constituera le point de départ d'une action dynamique concertée, menée notamment par le moyen de mécanismes nationaux, bilatéraux, sous-régionaux et multilatéraux existant déjà ou dont la création apparaîtrait nécessaire,

Rappelant que l'objectif final que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est fixé, consiste dans "l'élaboration d'une convention internationale sur la reconnaissance et la validité des titres, grades et diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans tous les pays",

Sont convenus de ce qui suit :

I. DEFINITIONS

Article premier

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par "reconnaissance" d'un diplôme, titre ou grade de l'enseignement supérieur obtenu à l'étranger, son acceptation par les autorités compétentes d'un Etat contractant, comme attestation valable, et l'octroi à son titulaire de droits dont bénéficient les personnes justifiant d'un diplôme, titre ou grade national par rapport auquel le diplôme, titre ou grade étranger est apprécié.

A cet égard, la reconnaissance a la signification suivante :

(a) La reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade en vue d'entreprendre ou de poursuivre des études de niveau supérieur permettra que la candidature du titulaire intéressé soit prise en considération en vue de son admission dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de tout Etat contractant comme s'il était titulaire du diplôme, titre ou grade comparable obtenu dans l'Etat contractant intéressé. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux conditions (autres que celles relatives à la détention d'un diplôme) qui pourraient être exigées pour l'admission dans l'établissement d'enseignement supérieur ou de recherche concerné de l'Etat d'accueil.

(b) La reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade étranger pour l'exercice d'une activité professionnelle constitue la reconnaissance de la préparation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession dont il s'agit, sans préjudice, cependant, des règles juridiques et professionnelles et des procédures en vigueur dans les Etats contractants concernés. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux autres conditions qui ont pu être prescrites par les autorités gouvernementales ou professionnelles compétentes pour l'exercice de l'activité professionnelle dont il s'agit.

(c) Cependant, la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade, ne devra pas conférer à son titulaire dans un autre Etat contractant des droits supérieurs à ceux dont il bénéficierait dans le pays où ce diplôme, titre ou grade lui a été conféré.

2. Aux fins de la présente Convention, on entend par "études partielles" les périodes d'études ou de formation qui, sans constituer un cycle complet, sont de nature à apporter un complément notable en matière d'acquisition de connaissances ou de compétences.

II. OBJECTIFS

Article 2

1. Les Etats contractants entendent contribuer, par leur action commune, tant à promouvoir la coopération active de toutes les nations de la région Europe pour une oeuvre de paix et de compréhension internationale, qu'à rendre plus efficace leur collaboration avec les autres Etats membres de l'Unesco en ce qui concerne une meilleure utilisation de leur potentiel éducatif, technologique et scientifique.

2. Les Etats contractants affirment solennellement leur ferme résolution de coopérer étroitement, dans le cadre de leurs législations et de leurs structures constitutionnelles, ainsi que dans le cadre des accords intergouvernementaux en vigueur, en vue de :

(a) permettre, dans l'intérêt de tous les Etats contractants, d'utiliser au mieux et dans toute la mesure compatible avec leurs politiques générales d'enseignement et leurs procédures administratives, leurs ressources disponibles en matière de formation et de recherche, et à cette fin :

- (i) d'ouvrir aussi largement que possible l'accès de leurs établissements d'enseignement supérieur aux étudiants ou chercheurs en provenance de l'un quelconque des Etats contractants ;
- (ii) de reconnaître les études et diplômes de ces personnes ;
- (iii) d'examiner la possibilité d'élaborer et d'adopter une terminologie et des critères d'évaluation similaires qui faciliteraient l'application d'un système propre à assurer la comparabilité des unités de valeur, des matières d'études et des diplômes ;
- (iv) d'adopter, aux fins d'admission aux étapes d'études ultérieures, une conception dynamique qui tiendrait compte des connaissances attestées par les diplômes obtenus, ainsi que de toute autre compétence individuelle appropriée dans la mesure où celle-ci peut être jugée valable par les autorités compétentes ;
- (v) d'adopter, aux fins d'évaluation des études partielles, des critères souples, fondés sur le niveau de formation atteint et sur le contenu des programmes suivis, et tenant compte du caractère interdisciplinaire des connaissances au niveau de l'enseignement supérieur ;
- (vi) de perfectionner le système d'échanges d'information concernant la reconnaissance des études et des diplômes ;

(b) réaliser dans les Etats contractants une amélioration continue des programmes d'études ainsi que des méthodes de planification et de promotion des enseignements supérieurs tenant compte des impératifs du développement économique, social et culturel, des politiques de chaque pays et également des objectifs qui figurent dans les recommandations formulées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en ce qui concerne l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement, la promotion de l'éducation permanente et la démocratisation de l'éducation ainsi que des buts d'épanouissement de la personnalité humaine et de compréhension, de tolérance et d'amitié entre nations et en général de tous les buts relatifs aux droits de l'homme assignés à l'éducation par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies, et la Convention de l'Organisation des

Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement ;

(c) promouvoir la coopération régionale et mondiale pour la solution des "problèmes de comparaison et d'équivalence entre grades et diplômes universitaires" ainsi que pour la reconnaissance des études et des qualifications académiques.

3. Les Etats contractants conviennent de prendre toutes les mesures possibles sur les plans national, bilatéral, multilatéral et notamment par le moyen d'accords bilatéraux, sous-régionaux, régionaux ou autres, ainsi que par la voie d'arrangements entre universités ou autres établissements d'enseignement supérieur et par voie d'arrangements avec les organisations et organismes nationaux ou internationaux compétents, afin que les autorités concernées puissent atteindre progressivement les objectifs définis au présent article.

III. ENGAGEMENTS D'APPLICATION IMMEDIATE

Article 3

1. Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à reconnaître, conformément à la définition de la reconnaissance figurant à l'article 1, paragraphe 1, les diplômes de fin d'études secondaires et les autres titres donnant accès à l'enseignement supérieur délivrés dans les autres Etats contractants en vue de permettre aux détenteurs de ces diplômes et titres d'entreprendre des études dans des institutions d'enseignement supérieur situées sur le territoire de ces Etats contractants.

2. Toutefois, et sans préjudice des dispositions de l'article 1, paragraphe 1 (a), l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur pourra être subordonnée à l'existence de capacités d'accueil ainsi qu'aux conditions concernant les connaissances linguistiques requises pour entreprendre avec profit les études considérées.

Article 4

1. Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à :

(a) reconnaître, conformément à la définition de la reconnaissance figurant à l'article 1, paragraphe 1, les certificats, diplômes et titres en vue de permettre aux titulaires de ces titres de poursuivre des études, de recevoir une formation ou d'entreprendre des recherches dans leurs établissements d'enseignement supérieur ;

(b) définir, autant que possible, les modalités suivant lesquelles pourraient être reconnues, aux fins de la poursuite des études, les études partielles effectuées dans les établissements d'enseignement supérieur situés dans les autres Etats contractants.

2. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus sont applicables aux cas prévus par le présent article.

Article 5

Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à rendre effective la reconnaissance, en vue de l'exercice d'une profession, au sens de l'article 1, paragraphe 1 (b) ci-dessus, des diplômes, titres ou grades d'enseignement supérieur conférés par les autorités compétentes des autres Etats contractants.

Article 6

Dans le cas où l'admission dans des établissements d'enseignement situés sur le territoire d'un Etat contractant ne relève pas de l'autorité de cet Etat, il transmettra le texte de la Convention aux établissements intéressés et fera tout son possible pour obtenir que ces derniers acceptent les principes énoncés aux sections II et III de la Convention.

Article 7

1. Considérant que la reconnaissance porte sur les études dispensées et les diplômes, titres ou grades décernés dans les établissements agréés par les autorités compétentes du pays où le diplôme, titre ou grade a été décerné, le bénéfice des articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut être acquis à toute personne qui a suivi ces études ou obtenu ces diplômes, titres ou grades, quels que soient la nationalité ou le statut politique ou juridique de l'intéressé.

2. Tout ressortissant d'un Etat contractant qui a obtenu sur le territoire d'un Etat non contractant un ou plusieurs diplômes, titres ou grades similaires à ceux qui sont définis aux articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut se prévaloir de celles de ces dispositions qui sont applicables, à condition que ses diplômes, titres ou grades aient été reconnus dans son pays d'origine, et dans le pays dans lequel le ressortissant souhaite continuer ses études.

IV. MECANISMES DE MISE EN OEUVRE

Article 8

Les Etats contractants s'engagent à agir en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 2 et s'emploieront de leur mieux à assurer l'exécution des engagements prévus aux articles 3, 4, 5 et 6 qui précèdent, au moyen :

- (a) d'organismes nationaux ;
- (b) du Comité régional défini à l'article 10 ci-après ;
- (c) d'organismes bilatéraux ou sous-régionaux.

Article 9

1. Les Etats contractants reconnaissent que la réalisation des objectifs et l'exécution des engagements définis à la présente Convention exigent, sur le plan national, une coopération et une coordination étroites des efforts d'autorités nationales très diverses, gouvernementales ou non gouvernementales, notamment les universités, les organismes de validation et autres institutions éducatives. Ils s'engagent en conséquence à confier l'étude des questions relatives à l'application de la présente Convention à des organismes nationaux appropriés auxquels tous les secteurs intéressés seront associés et qui seront habilités à proposer les solutions adéquates. Les Etats contractants s'engagent en outre à prendre toutes mesures en leur pouvoir pour accélérer de façon efficace le fonctionnement de ces organismes nationaux.

2. Les Etats contractants coopèrent avec les autorités compétentes d'un autre Etat contractant, notamment en leur permettant de réunir toutes informations utiles à leurs activités concernant les études, titres et grades d'enseignement supérieur.

3. Tout organisme national devra disposer des moyens nécessaires pour lui permettre soit de recueillir, d'analyser et de classer lui-même toutes informations utiles à ses activités concernant les études et diplômes de l'enseignement supérieur, soit d'obtenir dans les plus brefs délais, d'un centre national de documentation distinct, les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans ce domaine.

Article 10

1. Il est institué un Comité régional composé des représentants des gouvernements des pays contractants. Son secrétariat est confié au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Les Etats non contractants de la région Europe invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'adopter la présente Convention pourront prendre part aux réunions du Comité régional.

3. Le Comité régional a pour mission de suivre l'application de la présente Convention. Il reçoit et examine les rapports périodiques que les Etats lui communiquent sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés par eux dans l'application de la Convention, ainsi que les études établies par son secrétariat sur ladite Convention. Les Etats contractants s'engagent à soumettre un rapport au Comité au moins une fois tous les deux ans.

4. Le Comité régional adresse, le cas échéant, aux Etats Parties à la Convention des recommandations de caractère général ou individuel pour l'application de ladite Convention.

Article 11

1. Le Comité régional élit pour chacune de ses sessions son Président et adopte son Règlement intérieur. Il se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans. Le Comité se réunira pour la première fois trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Le secrétariat du Comité régional prépare l'ordre du jour des réunions du Comité, conformément aux directives qu'il en reçoit et aux dispositions du Règlement intérieur. Il aide les organes nationaux à obtenir les renseignements dont ils ont besoin dans le cadre de leurs activités.

V. DOCUMENTATION

Article 12

1. Les Etats contractants procéderont entre eux à des échanges d'information et de documentation relatives aux études et diplômes de l'enseignement supérieur.
2. Ils s'efforceront de promouvoir le développement des méthodes et mécanismes permettant de collecter, d'analyser, de classer et de diffuser les informations utiles, relatives à la reconnaissance des études, diplômes et grades de l'enseignement supérieur, en tenant compte des méthodes et mécanismes utilisés et des informations réunies par les organismes nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, et notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Article 13

Le Comité régional prend toutes dispositions utiles pour associer à ses efforts, visant à assurer la meilleure application possible de la présente Convention, les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales compétentes. Ceci s'applique particulièrement aux institutions et organismes intergouvernementaux investis de responsabilités dans l'application des conventions ou accords sous-régionaux portant sur la reconnaissance des diplômes dans des Etats appartenant à la région Europe.

VII. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SOUMIS A L'AUTORITE D'UN ETAT CONTRACTANT MAIS SITUES EN DEHORS DE SON TERRITOIRE

Article 14

Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront aux études poursuivies, aux diplômes ou grades obtenus dans tout établissement d'enseignement supérieur soumis à l'autorité d'un Etat contractant alors même que cet établissement serait situé en dehors de son territoire, pourvu que les autorités compétentes de l'Etat contractant dans lequel cet établissement est situé n'aient pas d'objection.

VIII. RATIFICATION, ADHESION, ENTREE EN VIGUEUR

Article 15

La présente Convention est ouverte à la signature et à la ratification des Etats appartenant à la région Europe invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'adopter la présente Convention, ainsi que du Saint-Siège.

Article 16

1. D'autres Etats, membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou Parties au statut de la Cour internationale de justice, pourront être autorisés à adhérer à cette Convention.
2. Toute demande dans ce sens devra être communiquée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui la transmettra aux Etats contractants trois mois au moins avant la réunion du Comité ad hoc prévu au paragraphe 3 du présent article.
3. Les Etats contractants se réuniront en Comité ad hoc composé d'un représentant par Etat contractant muni à cet effet d'un mandat exprès de son gouvernement pour se prononcer sur cette demande. La décision à prendre en pareil cas devra réunir la majorité des deux tiers des Etats contractants.
4. Cette procédure ne pourra être appliquée que lorsque la Convention aura été ratifiée par au moins vingt des Etats visés à l'article 15.

Article 17

La ratification de la présente Convention ou l'adhésion à celle-ci s'effectue par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 18

La présente Convention entrera en vigueur un mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur, pour chaque autre Etat, un mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19

1. Les Etats contractants ont la faculté de dénoncer la présente Convention.
2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
3. La dénonciation prend effet douze mois après la réception de l'instrument de dénonciation. Toutefois, les personnes ayant bénéficié du dispositif de la présente Convention, qui seraient en cours d'études sur le territoire d'un Etat contractant qui dénonce la Convention, pourront achever le cycle d'études commencé.

Article 20

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats contractants et les autres Etats mentionnés aux articles 15 et 16 ci-dessus, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion visés à l'article 17 ainsi que des dénonciations prévues à l'article 19 de la présente Convention.

Article 21

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, ce 21 décembre 1979 en anglais, espagnol, français et russe, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dont une copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats visés aux articles 15 et 16 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

CONVENTION ON THE RECOGNITION OF
STUDIES, DIPLOMAS AND DEGREES CONCERNING HIGHER EDUCATION
IN THE STATES BELONGING TO THE EUROPE REGION

PREAMBLE

The States of the Europe Region, Parties to this Convention,
Recalling that, as the General Conference of Unesco has noted on several occasions in its resolutions concerning European co-operation, "the development of co-operation between nations in the fields of education, science, culture and communication, in accordance with the principles set out in Unesco's Constitution, plays an essential role in the promotion of peace and international understanding",
Conscious of the close relationship that exists between their cultures, despite their diversity of languages and the differences in economic and social systems, and desiring to strengthen their co-operation in the field of education and training in the interests of the well-being and lasting prosperity of their peoples,
Recalling that the States meeting in Helsinki expressed, in the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe (1 August 1975), their intention "to improve access, under mutually acceptable conditions, for students, teachers and scholars of the participating States to each other's educational, cultural and scientific institutions... in particular by... arriving at the mutual recognition of academic degrees and diplomas either through governmental agreements, where necessary, or direct arrangements between universities and other institutions of higher learning and research", and also by "promoting a more exact assessment of the problems of comparison and equivalence of academic degrees and diplomas",
Recalling that, with a view to promoting the attainment of these objectives, most of the Contracting States have already concluded bilateral or sub-regional agreements among themselves concerning the equivalence or recognition of diplomas; but desiring, while pursuing and intensifying their efforts at the bilateral and subregional levels, to extend their co-operation in this field to the whole Europe Region,
Convinced that the great diversity of higher education systems in the Europe Region constitutes an exceptionally rich cultural asset which should be preserved, and desiring to enable all their peoples to benefit fully from this

rich cultural asset by facilitating access by the inhabitants of each Contracting State to the educational resources of the other Contracting States, more especially by authorizing them to continue their education in higher educational institutions in those other States,

Considering that, to authorize admission to further stages of study, the concept of the recognition of studies should be employed, a concept which in a context of social and international mobility, makes it possible to evaluate the level of education reached bearing in mind knowledge acquired, as attested by diplomas and degrees obtained and also the individual's other relevant qualifications, so far as these may be deemed acceptable by competent authorities,

Considering that the recognition by all the Contracting States of studies, certificates, diplomas and degrees obtained in any one of them is intended to develop the international mobility of persons and the exchange of ideas, knowledge and scientific and technological experience, and that it would be desirable to accept foreign students into establishments of higher education on the understanding that recognition of their studies or diplomas shall at no time confer on them greater rights than those enjoyed by national students,

Noting that this recognition constitutes one of the conditions necessary for:

1. Enabling means of education existing in their territories to be used as effectively as possible,
2. Ensuring that teachers, students, research workers and professional workers have greater mobility,
3. Alleviating the difficulties encountered on their return by persons who have been trained or educated abroad,

Desiring to ensure that studies, certificates, diplomas and degrees are recognized as widely as possible, taking into account the principles of the promotion of lifelong education, the democratization of education, and the adoption and application of an education policy allowing for structural, economic, technological and social changes and suited to the cultural context of each country,

Determined to sanction and organize their future collaboration in these matters by means of a convention which will be the starting point for

concerted dynamic action taken in particular by means of national, bilateral, subregional and multilateral machinery already existing or that may be deemed necessary,

Mindful that the ultimate objective set by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization consists in "preparing an International Convention on the Recognition and the Validity of Degrees, Diplomas and Certificates issued by establishments of Higher Learning and Research in all Countries", Have agreed as follows:

I. DEFINITIONS

Article 1

1. For the purpose of this Convention, the "recognition" of a foreign certificate, diploma or degree of higher education means its acceptance as a valid credential by the competent authorities in a Contracting State and the granting to its holder of rights enjoyed by persons who possess a national certificate, diploma or degree with which the foreign one is assessed as comparable.

Recognition is further defined as follows:

- (a) Recognition of a certificate, diploma or degree with a view to undertaking or pursuing studies at the higher level shall enable the holder to be considered for entry to the higher educational and research institutions of any Contracting State as if he were the holder of a comparable certificate, diploma or degree issued in the Contracting State concerned. Such recognition does not exempt the holder of the foreign certificate, diploma or degree from complying with the conditions (other than those relating to the holding of a diploma) which may be required for admission to the higher educational or research institution concerned of the receiving State.
- (b) Recognition of a foreign certificate, diploma or degree with a view to the practice of a profession is recognition of the professional preparation of the holder for the practice of the profession concerned, without prejudice, however, to the legal and professional rules or procedures in force in the Contracting States concerned. Such recognition does not exempt

the holder of the foreign certificate, diploma or degree from complying with any other conditions for the practice of the profession concerned which may be laid down by the competent governmental or professional authorities.

- (c) Recognition of a certificate, diploma or degree should not, however, entitle the holder to more rights in another Contracting State than he would enjoy in the country in which the certificate, diploma or degree was awarded.

2. For the purposes of this Convention, "partial studies" means periods of study or training which while not constituting a complete course are such that they add significantly to the acquisition of knowledge or skills.

II. AIMS

Article 2

1. The Contracting States intend to contribute through their joint action both to the promotion of the active co-operation of all the countries of the Europe Region in the cause of peace and international understanding, and to the development of more effective collaboration with other Member States of Unesco with regard to a better use of their educational, technological and scientific potential.

2. The Contracting States solemnly declare their firm resolve to co-operate closely within the framework of their legislation and constitutional structures, as well as within the framework of existing inter-governmental agreements, with a view to:

- (a) Enabling, in the interest of the Contracting States, and consistent with their general policy for educational provision and administrative procedures, the best use of their available education and research resources, and for this purpose:
 - (i) to make their higher educational institutions as widely accessible as possible to students or researchers from any of the Contracting States;
 - (ii) to recognize the studies, certificates, diplomas and degrees of such persons;
 - (iii) to examine the possibility of elaborating and adopting similar terminology and evaluation criteria which would facilitate the application of a system which will ensure

the comparability of credits, subjects of study and certificates, diplomas and degrees;

- (iv) to adopt a dynamic approach in matters of admission to further stages of study, bearing in mind knowledge acquired, as attested by certificates, diplomas and degrees, and also the individual's other relevant qualifications, so far as these may be deemed acceptable by competent authorities;
 - (v) to adopt flexible criteria for the evaluation of partial studies, based on the educational level reached and on the content of the courses taken, bearing in mind the interdisciplinary character of knowledge at the higher educational level;
 - (vi) to improve the system for the exchange of information regarding the recognition of studies, certificates, diplomas and degrees;
- (b) Constantly improving curricula in the Contracting States and methods of planning and promoting higher education, on the basis of not only the requirements for economic, social and cultural development, the policies of each country and also the objectives that are set out in the recommendations made by the competent organs of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization concerning the continuous improvement of the quality of education, the promotion of lifelong education and the democratization of education, but also the aims of the full development of the human personality and of understanding, tolerance and friendship among nations and in general all aims concerning human rights assigned to education by the Universal Declaration of Human Rights and the United Nations International Covenants on Human Rights and the Unesco Convention Against Discrimination in Education.
- (c) Promoting regional and world-wide co-operation for the solution of the "problems of comparison and equivalence between academic degrees and diplomas"... as well as for recognition of studies and academic diplomas.

3. The Contracting States agree to take all feasible steps at the national, bilateral and multilateral levels, in particular by means of bilateral, subregional, regional or other agreements, arrangements between universities or other higher educational institutions and arrangements with the competent national or international organizations and other bodies, with a view to the progressive attainment by the competent authorities concerned of the goals defined in the present article.

III. UNDERTAKINGS FOR IMMEDIATE APPLICATION

Article 3

1. The Contracting States in addition to any obligations of governments, agree to take all feasible steps with a view to encouraging the competent authorities concerned to give recognition, as defined in Article 1, paragraph 1 to secondary school leaving certificates and other diplomas issued in the other Contracting States that grant access to higher education with a view to enabling the holders to undertake studies in institutions of higher education situated in the respective territories of the Contracting States.

2. Without prejudice to the provisions of Article 1, paragraph 1(a), however, admission to a given higher educational institution may also be dependent upon the availability of places and the qualifications concerning linguistic knowledge required in order profitably to undertake the studies in question.

Article 4

1. The Contracting States, in addition to any obligations of governments, agree to take all feasible steps with a view to encouraging the competent authorities concerned to:

- (a) give recognition as defined in Article 1, paragraph 1 to certificates, diplomas and degrees with a view to enabling the holders to pursue advanced studies and training and undertake research in their institutions of higher education;

(b) define, so far as possible, the procedure applicable to the recognition, for the purpose of the pursuit of studies, of the partial studies pursued in higher educational institutions situated in the other Contracting States.

2. The provisions of Article 3, paragraph 2 above shall apply to the cases covered by this article.

Article 5

The Contracting States, in addition to any obligations of governments, agree to take all feasible steps with a view to encouraging the competent authorities concerned to give recognition to the certificates, diplomas or degrees issued by the competent authorities of the other Contracting States for the purpose of practising a profession within the meaning of Article 1, paragraph 1(b).

Article 6

Where admission to educational institutions in the territory of a Contracting State is outside the control of that State, it shall transmit the text of the Convention to the institutions concerned and use its best endeavours to obtain the acceptance by the latter of the principles stated in Sections II and III of the Convention.

Article 7

1. Considering that recognition refers to the studies followed and the certificates, diplomas or degrees obtained from institutions approved by the competent authorities concerned in the Contracting State in which the certificates, diplomas, or degrees were obtained, any person, of whatever nationality or political or legal status, who has followed such studies and obtained such certificates, diplomas or degrees shall be eligible for consideration to benefit from the provisions of Articles 3, 4 and 5.

2. Any national of a Contracting State who has obtained in the territory of a non-Contracting State one or more certificates, diplomas or degrees comparable to those defined in Articles 3, 4 and 5 may avail himself of those provisions which are applicable, on condition that his certificates, diplomas or degrees have been recognized in his home country and in the country in which he wishes to continue his studies.

IV. MACHINERY FOR IMPLEMENTATION

Article 8

The Contracting States shall undertake to work for the attainment of the objectives defined in Article 2 and shall make their best efforts to ensure that the undertakings set forth in Articles 3, 4, 5 and 6 above are put into effect by means of:

- (a) national bodies;
- (b) the Regional Committee defined in Article 10;
- (c) bilateral or subregional bodies.

Article 9

1. The Contracting States recognize that the attainment of the goals and the execution of the undertakings defined in this Convention will require, at the national level, close co-operation and co-ordination of the efforts of a great variety of national authorities, whether governmental or non-governmental, particularly universities, validating bodies and other educational institutions. They therefore agree to entrust the study of the problems involved in the application of this Convention to appropriate national bodies, with which all the sectors concerned will be associated and which will be empowered to propose appropriate solutions. The Contracting States will furthermore take all feasible measures required to speed up the effective functioning of these national bodies.

2. The Contracting States shall co-operate with the competent authorities of another Contracting State especially by enabling them to collect all information of use to them in their activities relating to studies, diplomas and degrees in higher education.

3. Every national body shall have at its disposal the necessary means to enable it either to collect, process and file all information of use to it in its activities relating to studies, diplomas and degrees in higher education, or to obtain the information it requires in this connection at short notice from a separate national documentation centre.

Article 10

1. A regional committee composed of representatives of the governments of the Contracting States is hereby set up. Its Secretariat is entrusted to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. Non-Contracting States of the Europe Region which have been invited to take part in the diplomatic conference entrusted with the adoption of this Convention shall be able to participate in the meetings of the Regional Committee.

3. The function of the Regional Committee shall be to promote the application of this Convention. It shall receive and examine the periodic reports which the Contracting States shall communicate to it on the progress made and the obstacles encountered by them in the application of the Convention and also the studies carried out by its Secretariat on the said Convention. The Contracting States undertake to submit a report to the Committee at least once every two years.

4. The Regional Committee shall, where appropriate, address to the Contracting States recommendations of a general or individual character concerning the application of this Convention.

Article 11

1. The Regional Committee shall elect its Chairman for each session and adopt its Rules of Procedure. It shall meet in ordinary session at least every two years. The Committee shall meet for the first time three months after the sixth instrument of ratification or accession has been deposited.

2. The Secretariat of the Regional Committee shall prepare the agenda for the meetings of the Committee, in accordance with the instructions it receives from the Committee and the provisions of the Rules of Procedure. It shall help national bodies to obtain the information needed by them in their activities.

V. DOCUMENTATION

Article 12

1. The Contracting States shall engage in exchanges of information and documentation pertaining to studies, certificates, diplomas and degrees in higher education.

2. They shall endeavour to promote the development of methods and machinery for collecting, processing, classifying and disseminating all the necessary information pertaining to the recognition of studies, certificates, diplomas and degrees in higher education, taking into account existing methods and machinery as well as information collected

by national, regional, subregional and international bodies, in particular the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

VI. CO-OPERATION WITH INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

Article 13

The Regional Committee shall make all the appropriate arrangements for associating with its efforts, for the purpose of ensuring that this Convention is applied as fully as possible, the competent international governmental and non-governmental organizations. This applies particularly to the intergovernmental institutions and agencies vested with responsibility for the application of subregional conventions or agreements concerning the recognition of diplomas and degrees in the States belonging to the Europe Region.

VII. INSTITUTIONS OF HIGHER EDUCATION UNDER THE AUTHORITY OF A CONTRACTING STATE BUT SITUATED OUTSIDE ITS TERRITORY

Article 14

The provisions of this Convention shall apply to studies pursued at, and to certificates, diplomas and degrees obtained from, any institution of higher education under the authority of a Contracting State, even when this institution is situated outside its territory, provided that the competent authorities in the Contracting State in which the institution is situated have no objections.

VIII. RATIFICATION, ACCESSION AND ENTRY INTO FORCE

Article 15

This Convention shall be open for signature and ratification by the States of the Europe Region which have been invited to take part in the diplomatic conference entrusted with the adoption of this Convention as well as by the Holy See.

Article 16

1. Other States which are members of the United Nations, of one of the Specialized Agencies or of the International Atomic Energy Agency or which are Parties to the Statute of the International Court of Justice may be authorized to accede to this Convention.

Any request to this effect shall be communicated to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization who shall transmit it to the Contracting States at least three months before the meeting of the ad hoc committee referred to in paragraph 3 of this article.

3. The Contracting States shall meet as an ad hoc committee comprising one representative for each Contracting State, with an express mandate from his government to consider such a request. In such cases, the decision of the committee shall require a two-thirds majority of the Contracting States.

4. This procedure shall apply only when the Convention has been ratified by at least 20 of the States referred to in Article 15.

Article 17

Ratification of this Convention or accession to it shall be effected by depositing an instrument of ratification or accession with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

Article 18

This Convention shall enter into force one month after the fifth instrument of ratification has been deposited, but solely with respect to the States which have deposited their instruments of ratification. It shall enter into force for each other State one month after that State has deposited its instrument of ratification or accession.

Article 19

1. The Contracting States shall have the right to denounce this Convention.
2. The denunciation shall be signified by an instrument in writing deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
3. The denunciation shall take effect twelve months after the instrument of denunciation has been received. However, persons having benefited from the provisions of this Convention who may be pursuing studies in the territory of the State denouncing the Convention will be able to complete the course of studies they have begun.

Article 20

The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall inform the Contracting States and

the other States mentioned in Articles 15 and 16 and also the United Nations of the deposit of all the instruments of ratification or accession referred to in Article 17 and the denunciations provided for in Article 19 of this Convention.

Article 21

In conformity with Article 102 of the United Nations Charter, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, being duly authorized, have signed this Convention.

Done at Paris, this 21st day of December 1979, in the English, French, Russian and Spanish languages, the four texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. A certified copy shall be sent to all the States referred to in Articles 15 and 16 and to the United Nations.

CONVENIO DE CONVALIDACION
DE ESTUDIOS, Y TITULOS O DIPLOMAS RELATIVOS A EDUCACION SUPERIOR
EN LOS ESTADOS DE LA REGION EUROPA

PREAMBULO

Los Estados de la región Europa, Partes en el presente Convenio,

Recordando que, como lo ha manifestado en diferentes ocasiones la Conferencia General de la Unesco en sus resoluciones relativas a la cooperación europea, "el desarrollo de la cooperación entre las naciones en las esferas de la educación, de la ciencia, de la cultura y de la información, conforme a los principios enunciados en la Constitución de la Unesco, cumple una función esencial en favor de la paz y de la comprensión internacionales",

Conscientes de los estrechos vínculos que existen entre sus culturas, a pesar de la diversidad de las lenguas y de las diferencias de los regímenes económicos y sociales, y deseosos de reforzar su cooperación en el campo de la educación y de la formación en pro del bienestar y de la prosperidad permanente de sus pueblos,

Recordando que los Estados reunidos en Helsinki expresaron, en el Acta Final de la Conferencia sobre la Seguridad y la Cooperación en Europa, del 1º de agosto de 1975, su intención de "mejorar el acceso, en condiciones mutuamente aceptables, de estudiantes, profesores y científicos de los Estados participantes a las instituciones educativas, culturales y científicas, ... particularmente ... por medio de un mutuo reconocimiento de los títulos y diplomas académicos sea a través de acuerdos gubernamentales o, en caso necesario, por arreglos directos entre las universidades y otras instituciones de educación superior y de investigación", así como "promoviendo una más exacta evaluación de los problemas de la comparación y la equivalencia de los títulos y diplomas académicos",

Recordando que la mayor parte de los Estados Contratantes han concertado ya entre ellos, con miras a promover la consecución de esos objetivos, acuerdos bilaterales o subregionales relacionados en particular con la equivalencia o el reconocimiento de títulos, pero deseosos, a la vez que prosiguen e intensifican sus esfuerzos en los planos bilateral y subregional, de extender su cooperación en ese campo al conjunto de los países de la región Europa,

Convencidos de que la gran diversidad de sistemas de educación superior que existen en la región Europa constituye una riqueza cultural excepcional que conviene salvaguardar, y deseosos de que el conjunto de sus poblaciones se beneficien plenamente de esa riqueza cultural facilitando a los habitantes

de cada Estado Contratante el acceso a los recursos educativos de los demás Estados Contratantes y en particular autorizándoles a proseguir su formación en los centros de educación superior de esos otros Estados,

Considerando que para autorizar la admisión a las etapas de estudios ulteriores conviene recurrir al concepto del reconocimiento de estudios que, en una perspectiva de movilidad tanto social como internacional, permite evaluar el nivel de formación alcanzado teniendo en cuenta los conocimientos acreditados por los títulos o diplomas obtenidos así como las competencias personales apropiadas, en la medida en que éstas puedan ser consideradas válidas por las autoridades competentes,

Considerando que el reconocimiento por el conjunto de los Estados Contratantes de los estudios realizados y de los títulos y diplomas obtenidos en cualquiera de ellos tiene por objeto intensificar la movilidad social e internacional de las personas y el intercambio de ideas, conocimientos y experiencias científicas y tecnológicas, y que sería de desear que los Centros de educación superior admitieran a estudiantes extranjeros, quedando entendido que el reconocimiento de sus estudios y títulos o diplomas no les conferirá derechos superiores a aquéllos de que disfrutaban los estudiantes nacionales,

Comprobando que este reconocimiento es una de las condiciones necesarias para:

1. permitir la mejor utilización posible de los medios de formación existentes en sus territorios;
2. asegurar una mayor movilidad del personal docente, los estudiantes, los investigadores y los profesionales;
3. allanar las dificultades que encuentran al regresar a sus países de origen las personas que han recibido una formación en el extranjero,

Deseosos de lograr el más amplio reconocimiento posible de la formación y de los títulos y diplomas, teniendo presentes los principios que se refieren a la promoción de la educación permanente, la democratización de la educación, la adopción y la aplicación de una política educativa adaptada a las transformaciones estructurales, económicas y técnicas y al cambio social, así como a los contextos culturales de cada país,

Resueltos a dedicar y a organizar su colaboración futura en esta materia por medio de un Convenio que constituya el punto de partida de una acción dinámica concertada, desarrollada principalmente por los órganos nacionales, bilaterales, subregionales y multilaterales ya existentes o creados a este efecto,

Recordando que el objetivo final que se propuso la Conferencia General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura consiste en preparar un Convenio internacional sobre el reconocimiento y la validez de títulos, grados y diplomas otorgados por los centros de enseñanza superior y de investigación de todos los países,

Han convenido en lo siguiente:

I. DEFINICIONES

Artículo 1

1. A los fines del presente Convenio, se entenderá por "reconocimiento" de un diploma, título o grado de educación superior obtenido en el extranjero, su aceptación por las autoridades competentes de un Estado Contratante como válido y el otorgamiento a los titulares de dichos diplomas, títulos o grados de los derechos de que gozan las personas titulares de un diploma, título o grado nacional con respecto al cual se considera comparable el diploma, título o grado extranjero.

A este respecto, el reconocimiento se define de la manera siguiente:

- a) El reconocimiento de un diploma, título o grado con miras a iniciar o continuar estudios de nivel superior permitirá que se tome en cuenta la candidatura del titular interesado para su admisión en las instituciones de educación superior y de investigación de cualquier Estado Contratante, como si fuera titular de un diploma, título o grado comparable otorgado en el Estado Contratante interesado. Tal reconocimiento no dispensa al titular del diploma, título o grado extranjero de cumplir las condiciones que, (además de las relativas a la posesión del diploma),- hayan podido prescribirse para la admisión en el Centro de educación superior o de investigación de que se trate en el país de acogida.
- b) El reconocimiento de un diploma, título o grado extranjeros para el ejercicio de una actividad profesional constituye el reconocimiento de la preparación profesional exigida para el ejercicio de la profesión de que se trate sin perjuicio de la aplicación de las disposiciones legales, normas profesionales y procedimientos vigentes en el Estado Contratante. Tal reconocimiento no dispensa al titular del diploma, título o grado extranjero de cumplir las demás condiciones que, para el ejercicio de la profesión de que se trate, hayan podido prescribir las autoridades gubernamentales o profesionales competentes.

c) Sin embargo, el reconocimiento de un diploma, título o grado no debe conceder al titular en otro Estado Contratante derechos superiores a aquéllos de que disfrutaría en el país en que obtuvo el diploma, título o grado.

2. A los fines del presente Convenio, se entiende por "estudios parciales" los periodos de estudio o formación que, si bien no constituyen un ciclo completo, contribuyen considerablemente a aumentar los conocimientos o las competencias ya adquiridas.

II. OBJETIVOS

Artículo 2

1. Los Estados Contratantes se proponen contribuir, con su acción conjunta, tanto a promover la cooperación activa de todas las naciones de la región Europa en pro de la paz y la comprensión internacional, como a desarrollar la forma más efectiva de colaboración con otros Estados Miembros de la Unesco en lo que se refiere a la utilización más completa de su potencial educativo, tecnológico y científico.

2. Los Estados Contratantes declaran solemnemente su firme resolución de cooperar estrechamente, en el marco de su legislación y estructuras constitucionales, así como en el marco de los acuerdos intergubernamentales vigentes, para:

- a) permitir, en interés de todos los Estados Contratantes la mejor utilización posible y, en cuanto sea compatible con sus políticas generales de educación y con sus procedimientos administrativos, de sus recursos disponibles de formación y de investigación y, con este fin:
 - i) abrir lo más ampliamente posible el acceso de sus instituciones de educación superior a los estudiantes o investigadores procedentes de cualquiera de los Estados Contratantes;
 - ii) reconocer los estudios y títulos o diplomas de esas personas;
 - iii) examinar la posibilidad de elaborar o adoptar una terminología y unos criterios de evaluación similares que faciliten la aplicación de un sistema capaz de asegurar la equiparación de las unidades de valor, de las áreas de estudio y disciplinas y de los títulos;
 - iv) adoptar, en lo referente a la admisión a etapas de estudios ulteriores, una concepción dinámica que tenga en cuenta los conocimientos acreditados por los títulos obtenidos así como las

demás experiencias y competencias personales adecuadas, en la medida en que las autoridades competentes puedan juzgarlas válidas;

- v) adoptar, al evaluar los estudios parciales, unos criterios amplios basados en el nivel de formación alcanzado y en el contenido de los programas cursados y que tengan en cuenta el carácter interdisciplinario de los conocimientos a nivel de la educación superior;
 - vi) perfeccionar el sistema de intercambio de informaciones relativas al reconocimiento de los estudios y títulos o diplomas;
- b) lograr en los Estados Contratantes el mejoramiento continuo de los programas de estudios, así como de los métodos de planificación y de promoción de la educación superior, teniendo en cuenta tanto los imperativos del desarrollo económico, social y cultural, las políticas de cada país y los objetivos que figuran en las recomendaciones formuladas por los órganos competentes de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura en lo que se refiere al mejoramiento continuo de la calidad de la educación, la promoción de la educación permanente y la democratización de la educación, como de los fines de desarrollo de la personalidad humana y de comprensión, tolerancia y amistad entre las naciones y, en general, de todos los objetivos relacionados con los derechos humanos señalados a la educación por la Declaración Universal de Derechos Humanos, los Pactos Internacionales de Derechos Humanos de las Naciones Unidas y la Convención de la Unesco relativa a la Lucha contra las Discriminaciones en la Esfera de la Enseñanza;
- c) promover la cooperación regional y mundial para lograr "una solución por todos aceptable a los problemas de la comparación y equivalencia entre los títulos y diplomas académicos", así como en lo referente al reconocimiento de estudios y títulos o diplomas.

3. Los Estados Contratantes convienen en adoptar todas las medidas posibles en los planos nacional, bilateral y multilateral para que las autoridades competentes puedan ir alcanzando progresivamente los objetivos enunciados en el presente artículo, principalmente mediante acuerdos bilaterales, subregionales, regionales o de otro tipo, así como por medio de acuerdos entre universidades y otras instituciones de educación superior y de acuerdos con organizaciones y organismos nacionales e internacionales competentes.

III. COMPROMISOS DE APLICACION INMEDIATA

Artículo 3

1. Los Estados Contratantes, además de todas aquellas obligaciones que incumben a los Gobiernos, convienen en tomar todas las medidas posibles con miras a alentar a las autoridades competentes a que reconozcan, de conformidad con la definición del artículo 1, párrafo 1, los títulos y diplomas de fin de estudios secundarios y otros diplomas expedidos en los demás Estados Contratantes que permiten acceder a la educación superior, con miras a que sus titulares puedan proseguir estudios en centros de educación superior situados en los territorios de los Estados Contratantes.

2. No obstante, y sin perjuicio de las disposiciones del artículo 1, párrafo 1.a), la admisión en un centro de educación superior podrá subordinarse a su capacidad de acogida, así como a las condiciones relativas a los conocimientos lingüísticos requeridos para emprender con provecho los estudios considerados.

Artículo 4

1. Los Estados Contratantes, además de todas aquellas obligaciones que incumben a los Gobiernos, convienen en adoptar todas las medidas posibles con miras a alentar a las autoridades competentes a:

- a) reconocer, de conformidad con la definición de reconocimiento del artículo 1, párrafo 1, los certificados, diplomas o títulos, con miras a que sus titulares puedan proseguir estudios superiores teóricos y prácticos y realizar investigaciones en sus centros de educación superior;
- b) definir, en toda la medida de lo posible, el procedimiento aplicable al reconocimiento, para fines de continuación de estudios, de los estudios parciales cursados en centros de educación superior situados en los demás Estados Contratantes.

2. Las disposiciones del párrafo 2 del artículo 3 se aplicarán a los casos previstos en el presente artículo.

Artículo 5

Los Estados Contratantes, además de todas aquellas obligaciones que incumben a los Gobiernos, convienen en adoptar todas las medidas posibles para alentar a las autoridades competentes a hacer efectivo el reconocimiento, a los efectos del ejercicio de una profesión, según el artículo 1, párrafo 1. b), de los diplomas títulos o grados expedidos por las autoridades competentes de los demás Estados Contratantes.

Artículo 6

En los casos en que la admisión en un centro de educación situado en territorio de un Estado Contratante no sea de la competencia directa de ese Estado, éste transmitirá el texto del Convenio a los centros interesados y empleará sus mejores oficios para que esos centros acepten los principios enunciados en las secciones II y III del Convenio.

Artículo 7

1. Considerando que el reconocimiento se refiere a los estudios impartidos y a los diplomas, títulos o grados otorgados en los centros públicos o aprobados por las autoridades competentes del país en que se concede el diploma, título o grado, los beneficios de los artículos 3, 4 y 5 podrán aplicarse a toda persona que haya cursado esos estudios y obtenido esos diplomas, títulos o grados, cualesquiera que sean la nacionalidad o la situación política o jurídica del interesado.

2. Todo nacional de un Estado Contratante que haya obtenido en un Estado no Contratante uno o más diplomas, títulos o grados asimilables a los que se refieren los artículos 3, 4 y 5 podrá acogerse a aquellas disposiciones que sean aplicables, si sus diplomas, títulos o grados han sido reconocidos en su país de origen y en el país donde desea proseguir sus estudios.

IV. MECANISMOS DE APLICACION

Artículo 8

Los Estados Contratantes se comprometen a lograr la realización de los objetivos definidos en el artículo 2 y velarán por el cumplimiento de los compromisos previstos en los artículos 3, 4, 5 y 6 por medio:

- a) de organismos nacionales,
- b) del Comité Regional definido en el artículo 10,
- c) de organismos bilaterales o subregionales.

Artículo 9

1. Los Estados Contratantes reconocen que el logro de los objetivos y el cumplimiento de los compromisos definidos en el presente Convenio necesitan, en el plano nacional, una cooperación y una coordinación estrechas de los esfuerzos de autoridades nacionales muy diversas, ya sean gubernamentales o no gubernamentales, y en particular de las universidades, de los organismos de reconocimiento y demás instituciones educativas. Por lo tanto, se comprometen a confiar el estudio de las cuestiones relativas a la aplicación del presente Convenio a los organismos nacionales apropiados, a los cuales se

asociarán todos los sectores interesados, y a los que se facultará para que propongan las soluciones posibles. Los Estados Contratantes se comprometen además a adoptar todas las medidas adecuadas que sean necesarias para acelerar en forma eficaz el funcionamiento de estos organismos nacionales.

2. Los Estados Contratantes cooperarán con las autoridades competentes de los demás Estados Contratantes, en particular para que puedan reunir todas las informaciones útiles para sus actividades acerca de los estudios, títulos o diplomas de educación superior.

3. Todo organismo nacional deberá disponer de los medios necesarios para poder, bien sea recopilar, analizar y clasificar por sí mismo todas las informaciones útiles para sus actividades relacionadas con los estudios y títulos de la educación superior, bien sea para obtener de un centro nacional de documentación distinto del suyo, las informaciones que pudiere necesitar en esa esfera en el plazo más breve posible.

Artículo 10

1. Se crea un Comité Regional compuesto de representantes de los Gobiernos de los Países Contratantes, cuya secretaría se confiará al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

2. Los Estados no Contratantes de la región Europa a los que se ha invitado a participar en la Conferencia diplomática encargada de la adopción del presente Convenio, podrán tomar parte en las reuniones del Comité Regional.

3. La misión del Comité Regional será cuidar de la aplicación del presente Convenio. El Comité recibirá y examinará los informes periódicos que los Estados Contratantes le comuniquen sobre los progresos realizados y los obstáculos que hayan encontrado al aplicar el Convenio, así como los estudios elaborados por su secretaría, que a él se refieren. Los Estados Contratantes se comprometen a someter un informe al Comité, por lo menos una vez cada dos años.

4. El Comité Regional dirigirá, cuando proceda, a los Estados Partes en el Convenio, recomendaciones de carácter general o particular con miras a la aplicación del presente Convenio.

Artículo 11

1. El Comité Regional elegirá a su Presidente en cada una de sus reuniones y adoptará su Reglamento. Se reunirá en sesión ordinaria por lo menos una vez cada dos años. El Comité se reunirá por primera vez tres meses después del depósito del sexto instrumento de ratificación o de adhesión.

2. La secretaría del Comité Regional preparará el orden del día de las reuniones del Comité, de conformidad con las directrices que de él reciba y las disposiciones de su Reglamento. La Secretaría ayudará a los órganos nacionales a obtener las informaciones que necesiten en el marco de sus actividades.

V. DOCUMENTACION

Artículo 12

1. Los Estados Contratantes procederán a intercambios mutuos de información y documentación relativos a los estudios y a los títulos o diplomas de educación superior.

2. Procurarán fomentar el desarrollo de métodos y mecanismos destinados a recopilar, analizar, clasificar y difundir las informaciones útiles referentes al reconocimiento de estudios, títulos y grados de educación superior, teniendo en cuenta los métodos y mecanismos que utilizan y las informaciones que hayan recopilado los organismos nacionales, regionales, subregionales e internacionales y, en particular, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

VI. COOPERACION CON LAS ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

Artículo 13

1. El Comité Regional tomará todas las disposiciones apropiadas para asociar a sus esfuerzos, encaminados a lograr la aplicación más completa posible del presente Convenio, a las organizaciones internacionales gubernamentales y no gubernamentales competentes, y en particular a las instituciones y organismos intergubernamentales responsables de la aplicación de los convenios o acuerdos subregionales relacionados con el reconocimiento de los títulos o diplomas de los Estados pertenecientes a la región Europa.

VII. INSTITUCIONES DE EDUCACION SUPERIOR DEPENDIENTES DE LA AUTORIDAD DE UN ESTADO CONTRATANTE, PERO SITUADAS FUERA DE SU TERRITORIO

Artículo 14

Las disposiciones del presente Convenio se aplicarán a los estudios realizados y a los diplomas, títulos o grados obtenidos en todas las instituciones de educación superior dependientes de la autoridad de un Estado Contratante, aun cuando esa institución esté situada fuera de su territorio, a

condición de que las autoridades competentes del Estado Contratante en que la institución está situada no formulen objeción alguna.

VIII. RATIFICACION, ADHESION Y ENTRADA EN VIGOR

Artículo 15

El presente Convenio quedará abierto a la firma y a la ratificación de los Estados pertenecientes a la región Europa invitados a participar en la Conferencia diplomática encargada de aprobar el presente Convenio, así como a la Santa Sede.

Artículo 16

1. Podrá autorizarse a otros Estados, miembros de las Naciones Unidas, de alguno de los organismos especializados vinculados a las Naciones Unidas, del Organismo Internacional de Energía Atómica, o Partes en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, a adherirse al presente Convenio.
2. Cualquier petición en este sentido deberá comunicarse al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, quien la transmitirá a los Estados Contratantes por lo menos tres meses antes de la reunión del Comité ad hoc previsto en el párrafo 3 del presente artículo.
3. Los Estados Contratantes se reunirán en Comité ad hoc compuesto por un representante de cada Estado Contratante provisto, con ese fin, de un mandato expreso de su gobierno para pronunciarse sobre esa petición. La decisión que se tome en este caso habrá de adoptarse por una mayoría de dos tercios de los Estados Contratantes.
4. Este procedimiento sólo podrá aplicarse cuando el Convenio haya sido ratificado, como mínimo, por veinte de los Estados a los que se refiere el artículo 15.

Artículo 17

La ratificación del presente Convenio o la adhesión al mismo se considerará efectuada al depositarse el instrumento de ratificación o de adhesión ante el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

Artículo 18

El presente Convenio entrará en vigor un mes después del depósito del quinto instrumento de ratificación, pero únicamente con respecto a los Estados que hayan depositado sus instrumentos de ratificación. Su vigencia para

los demás Estados comenzará un mes después del depósito del correspondiente instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo 19

1. Los Estados Contratantes tendrán la facultad de denunciar el presente Convenio.
2. La denuncia será notificada mediante un instrumento escrito depositado ante el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.
3. La denuncia surtirá efecto doce meses después de la recepción del instrumento de denuncia. Sin embargo, las personas beneficiarias de las disposiciones del presente Convenio que cursaran estudios en el territorio del Estado Contratante que denuncie el Convenio podrán terminar la etapa de estudios ya iniciada.

Artículo 20

El Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura informará a los Estados Contratantes y a los demás Estados a que se refieren los artículos 15 y 16, así como a la Organización de las Naciones Unidas, del depósito de todos los instrumentos de ratificación o de adhesión previstos en el artículo 17 y de los instrumentos de denuncia previstos en el artículo 19 del presente Convenio.

Artículo 21

De conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas, el presente Convenio será registrado en la Secretaría de las Naciones Unidas a solicitud del Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

EN FE DE LO CUAL

los infraescritos, debidamente autorizados, firman el presente Convenio.

Hecho en París, el 21 de diciembre de 1979, en español, francés, inglés y ruso, cuyos cuatro textos son igualmente auténticos, en un ejemplar único, que quedará depositado en los archivos de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, y del cual se remitirán copias certificadas conformes a todos los Estados a que se hace referencia en los artículos 15 y 16, así como a la Organización de las Naciones Unidas.

КОНВЕНЦИЯ

О ПРИЗНАНИИ УЧЕБНЫХ КУРСОВ, ДИПЛОМОВ О ВЫСШЕМ ОБРАЗОВАНИИ И УЧЕНЫХ СТЕПЕНЕЙ В ГОСУДАРСТВАХ РЕГИОНА ЕВРОПЫ

ПРЕАМБУЛА

Государства региона Европы – участники настоящей Конвенции,

напоминая о том, что, как неоднократно отмечалось Генеральной конференцией ЮНЕСКО в ее резолюциях о европейском сотрудничестве, "развитие сотрудничества между нациями в области образования, науки, культуры и информации в соответствии с принципами Устава ЮНЕСКО играет существенную роль в деле мира и международного взаимопонимания",

сознавая существование тесной связи между их культурами, несмотря на разнообразие языков и различия в социально-экономических системах и желая укреплять свое сотрудничество в области образования и подготовки кадров в интересах благосостояния и постоянного процветания своих народов,

напоминая о том, что государства, собиравшиеся в Хельсинки, выразили в Заключительном акте Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе /1 августа 1975 г./ свое намерение "улучшать доступ на взаимоприемлемых условиях для студентов, преподавателей и научных работников государств-участников... в учебные, культурные и научные учреждения друг друга, в частности путем... достижения взаимного признания ученых степеней и дипломов либо на основе правительственных соглашений, где это необходимо, либо на основе непосредственных договоренностей между университетами и другими высшими учебными заведениями и научно-исследовательскими учреждениями", а также содействовать "более глубокому анализу проблем сравнимости и эквивалентности ученых степеней и дипломов",

напоминая, что большинство договаривающихся государств в целях содействия осуществлению этих целей уже заключили между собой двусторонние или субрегиональные соглашения, в частности об эквивалентности или признании дипломов; однако, движимые желанием, по-прежнему продолжая прилагать и активизировать усилия на двусторонней и субрегиональной основе, распространить свое сотрудничество в этой области на весь регион Европы,

убежденные в том, что большое разнообразие существующих систем высшего образования в регионе Европы представляет собой исключительное культурное богатство, которое следует сохранять, и движимые стремлением предоставить возможность всему населению своих стран воспользоваться в полной мере этим культурным богатством, облегчая гражданам каждого договаривающегося государства доступ к средствам образования других договаривающихся государств и, в частности, разрешая им продолжать свою подготовку в высших учебных заведениях этих других государств,

считая, что следует при допуске к последующим этапам обучения применять концепцию признания курсов обучения, которая в перспективе социальной и международной мобильности позволяет оценить достигнутый уровень образования с учетом приобретенных знаний, подтвержденных полученными дипломами и степенями, а также других соответствующих качеств каждого в той мере, в которой они могут быть положительно оценены компетентными властями,

считая, что признание всеми договаривающимися государствами курсов обучения, свидетельств, дипломов и степеней, полученных в любом из этих государств, имеет целью способствовать развитию международной мобильности лиц и обмену идеями, знаниями и научно-техническим опытом и что было бы желательно принимать иностранных студентов в высшие учебные заведения при условии, что признание их курсов обучения или дипломов ни в коей мере не даст им больше прав по сравнению с правами, которыми пользуются студенты этих государств,

отмечая, что такое признание является одним из необходимых условий для:

1. содействия наиболее эффективному использованию средств образования, существующих на их территориях;
2. обеспечения большей мобильности преподавателей, студентов, научных работников и специалистов;
3. уменьшения трудностей, с которыми сталкиваются при возвращении в свои страны лица, получившие подготовку или образование за границей;

стремясь обеспечить наиболее широкое признание курсов обучения, свидетельств, дипломов и степеней с учетом принципов содействия развитию непрерывного образования, демократизации образования, принятия и проведения в жизнь политики

образования, отвечающей структурным, экономическим и техническим преобразованиям, социальным изменениям и культурным условиям каждой страны,

преисполненные решимости закреплять и строить будущее сотрудничество в этих областях на основе Конвенции, которая станет исходным пунктом согласованной динамической деятельности, проводимой, в частности, с помощью уже существующих национальных, двусторонних, субрегиональных и многосторонних механизмов или таких, которые могут оказаться необходимыми,

напоминая, что конечной целью, поставленной Генеральной конференцией Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры, является "выработка Международной конвенции по признанию и действительности свидетельств, дипломов и степеней, присуждаемых высшими учебными заведениями и научно-исследовательскими учреждениями во всех странах",

договорились о нижеследующем:

I. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 1

1. В целях настоящей Конвенции под "признанием" иностранного свидетельства или диплома о высшем образовании или учебной степени понимается его принятие компетентными властями в договариваемся государстве в качестве имеющего силу удостоверения об образовании и предоставление его обладателю прав, которыми пользуются лица, имеющие национальные свидетельства, дипломы или степени, к которым могут приравниваться документы, полученные за границей.

Кроме того, признание определяется следующим образом:

- (а) Признание свидетельства, диплома или степени с целью начала или продолжения обучения в высшей школе дает его обладателю возможность поступления в высшие учебные заведения и научно-исследовательские учреждения любого договариваемся государства, как если бы он был обладателем диплома, звания или степени, сравнимых с теми, которые получены в данном договариваемся государстве. Такое признание не освобождает обладателя иностранного свидетельства, диплома или степени от необходимости выполнять условия /помимо условий, касающихся наличия диплома/, которые могут потребоваться для поступления в

данное высшее учебное заведение или данное научно-исследовательское учреждение принимающего государства.

- (b) Признание иностранного свидетельства, диплома или степени для осуществления профессиональной деятельности является признанием профессиональной подготовленности его обладателя к работе по данной специальности, не нанося, однако, ущерба выполнению юридических и профессиональных правил и действующих процедур в данных договаривающихся государствах. Это признание не освобождает обладателя иностранного свидетельства, диплома или степени от необходимости выполнять другие условия осуществления данной профессиональной деятельности, которые могут быть установлены компетентными правительственными или профессиональными органами.
- (c) Однако, признание свидетельства, диплома или степени не должно предоставлять его обладателю больших прав в другом государстве по сравнению с теми правами, которыми он пользовался бы в стране их получения.

2. В целях настоящей Конвенции под "частичным образованием" понимаются периоды обучения или подготовки, которые, не представляя собой полного курса, могут явиться существенным дополнением в плане получения знаний или навыков.

II. ЦЕЛИ

Статья 2

1. Договаривающиеся государства намерены способствовать посредством своей совместной деятельности как развитию активного сотрудничества всех стран региона Европа в деле укрепления мира и международного взаимопонимания, так и развитию более эффективного сотрудничества с другими государствами-членами ЮНЕСКО в целях лучшего использования их потенциала в области образования, науки и техники.
2. Договаривающиеся государства торжественно заявляют о своей твердой решимости тесно сотрудничать в рамках своих законодательств и конституционных структур, а также в рамках действующих межправительственных соглашений с тем, чтобы:
- (a) позволить в интересах всех договаривающихся государств наилучшее и в наибольшей мере соответствующее их административным процедурам, а также общей политике в области

образования использование имеющихся у них ресурсов в области образования и научных исследований и в этих целях:

- (i) открывать как можно более широкий доступ в свои высшие учебные заведения студентам или научным работникам из любого договаривающегося государства;
 - (ii) признавать курсы обучения, дипломы и степени этих лиц;
 - (iii) изучать возможность разработки и принятия аналогичных терминов и критериев оценки, которые облегчили бы применение системы, обеспечивающей сопоставимость зачетных учебных циклов, учебных предметов, дипломов и степеней;
 - (iv) применять в целях допуска к следующим этапам обучения динамическую концепцию, которая учитывала бы знания, подтвержденные полученными дипломами и степенями, а также другие соответствующие качества кандидатов, в той мере, в какой они могут быть признаны приемлемыми компетентными органами;
 - (v) применять для оценки частичного образования гибкие критерии, основанные на уровне полученной подготовки и на содержании пройденных программ, а также с учетом междисциплинарного характера знаний на уровне высшего образования;
 - (vi) совершенствовать систему обмена информацией о признании курсов обучения, дипломов и степеней;
- (b) постоянно совершенствовать учебные программы в договаривающихся государствах, а также методы планирования и развития высшего образования на основе не только требований экономического, социального и культурного развития, политики каждой страны, а также целей, намеченных в рекомендациях компетентных органов Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры в отношении постоянного повышения качества образования, развития непрерывного образования и демократизации образования, а также целей полного развития человеческой личности и взаимопонимания, терпимости и дружбы между народами и, в общем, всех целей, касающихся прав человека, поставленных перед образованием Всеобщей декларацией прав человека и пактами о правах человека, принятыми

Организацией Объединенных Наций, а также Конвенцией Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры о борьбе с дискриминацией в области образования;

(с) содействовать региональному и глобальному сотрудничеству в решении "проблем сравнимости и эквивалентности ученых степеней и дипломов, а также в признании учебных курсов и аттестаций об образовании.

3. Договаривающиеся государства согласились принимать все осуществимые меры в национальном, двустороннем и многостороннем плане и, в частности, посредством двусторонних, субрегиональных, региональных или иных соглашений, договоров между университетами или другими высшими учебными заведениями и договоренностей с компетентными национальными или международными органами и организациями, с тем чтобы соответствующие власти могли достичь постепенного выполнения целей, определенных в настоящей статье.

III. ОБЯЗАТЕЛЬСТВА, ТРЕБУЮЩИЕ ПРИНЯТИЯ БЕЗОТЛАГАТЕЛЬНЫХ МЕР

Статья 3

1. Договаривающиеся государства, помимо обязательств, возлагаемых на правительства, договорились принимать все возможные меры, чтобы поощрять соответствующие компетентные власти признавать, как это определено в пункте 1 статьи I, свидетельства об окончании средней школы и прочие дипломы, выданные в других договаривающихся государствах, которые открывают доступ к высшему образованию с тем, чтобы позволить их обладателям проходить курс обучения в высших учебных заведениях, расположенных на соответствующих территориях договаривающихся государств.

2. Однако без ущерба положениям статьи 1.1 (а) прием в высшие учебные заведения может быть поставлен в зависимость от наличия мест, а также языковых знаний, необходимых для того, чтобы с пользой проходить соответствующий курс обучения.

Статья 4

1. Договаривающиеся государства, помимо обязательств, возлагаемых на правительства, договорились принимать все

возможные меры, чтобы поощрять соответствующие компетентные власти:

- (a) признавать в соответствии с определением признания, изложенным в пункте 1 статьи I, свидетельства, дипломы и степени с тем, чтобы позволить их обладателям проходить дальнейшее обучение, подготовку и проводить исследования в своих высших учебных заведениях;
- (b) определять, по мере возможности, процедуру, согласно которой можно было бы признавать в целях продолжения обучения частичное образование, полученное в высших учебных заведениях, расположенных в других договаривающихся государствах.

2. Положения пункта 2 статьи 3 применимы к случаям, предусмотренным в данной статье.

Статья 5

Договаривающиеся государства, помимо обязательств, возлагаемых на правительства, договорились принимать все возможные меры, чтобы поощрять соответствующие компетентные власти обеспечивать эффективное признание выданных компетентными органами других договаривающихся государств свидетельств, дипломов или ученых степеней в целях осуществления профессиональной деятельности в рамках положений пункта 1 /b/ статьи I.

Статья 6

В случаях, когда прием в учебные заведения на территории договаривающегося государства находится вне контроля этого государства, оно направляет текст настоящей Конвенции соответствующим учебным заведениям и всячески стремится добиться признания последними принципов, изложенных в разделах II и III настоящей Конвенции.

Статья 7

1. Считая, что признание распространяется на пройденные учебные курсы, а также свидетельства, дипломы или ученые степени, выданные или присвоенные учебными заведениями, признанными компетентными властями страны, выдавшей дипломы или присвоившей степени и звания, положения статей 3, 4 и 5 могут касаться любого лица, прошедшего такой курс обучения или получившего такие свидетельства, дипломы или степени, независимо

от национальности, политического или юридического статуса этого лица.

2. На любого гражданина договаривающегося государства, получившего на территории государства, не являющегося участником Конвенции, один или несколько дипломов, степеней или свидетельств, подобных тем, которые определены в статьях 3, 4 и 5, могут распространяться соответствующие положения указанных статей при условии, что его свидетельства, дипломы или ученые степени были признаны в его собственной стране и в стране, в которой данный гражданин желает продолжать свое обучение.

IV. МЕХАНИЗМ ОСУЩЕСТВЛЕНИЯ

Статья 8

Договаривающиеся государства обязуются принимать меры для достижения целей, определенных в статье 2, и сделают все возможное по обеспечению выполнения обязательств, изложенных в статьях 3, 4, 5 и 6 при помощи:

- (a) национальных органов;
- (b) Регионального комитета, о котором идет речь в статье 10;
- (c) двусторонних или субрегиональных органов.

Статья 9

1. Договаривающиеся государства признают, что достижение целей и выполнение обязательств, определенных в настоящей Конвенции, требуют в национальном плане тесного сотрудничества и координации усилий самых различных национальных органов, как правительственных, так и неправительственных, в частности, университетов, других учебных заведений и аттестационных органов. Они обязуются, таким образом, поручать изучение проблем, связанных с применением настоящей Конвенции, соответствующим национальным органам с привлечением всех заинтересованных секторов, на которые будет возложена задача предлагать надлежащие решения. Договаривающиеся государства обязуются, кроме того, принимать все возможные меры, необходимые для ускорения эффективного функционирования этих национальных органов.

2. Договаривающиеся государства сотрудничают с компетентными властями другого договаривающегося государства, в

частности, путем оказания им содействия в сборе всей информации, необходимой для их деятельности, связанной с учебными курсами, дипломами о высшем образовании и учеными степенями.

3. Каждый национальный орган должен располагать необходимыми средствами, позволяющими ему либо собирать, обрабатывать и классифицировать всю полезную для его деятельности информацию, касающуюся учебных курсов, дипломов о высшем образовании и ученых степеней, либо незамедлительно получать информацию, требуемую ему в этой связи, из отдельного Национального центра документации.

Статья 10

1. Настоящим учреждается Региональный комитет, состоящий из представителей правительств договаривающихся государств. Обеспечение его Секретариата поручается Генеральному директору Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры.

2. Недоговаривающиеся государства региона Европы, приглашенные принять участие в Дипломатической конференции, которой поручено принять эту Конвенцию, могут принимать участие в совещаниях Регионального комитета.

3. На Региональный комитет возложена задача следить за выполнением настоящей Конвенции. Он принимает и рассматривает направляемые ему договаривающимися государствами периодические доклады о достигнутых результатах и о препятствиях, с которыми они сталкиваются при осуществлении данной Конвенции, а также исследования, проводимые его Секретариатом по этой Конвенции. Договаривающиеся государства обязуются представлять доклад Комитету по крайней мере один раз в два года.

4. Региональный комитет направляет в случае необходимости государствам-участникам настоящей Конвенции рекомендации общего или частного характера относительно применения данной Конвенции.

Статья 11

1. Региональный комитет избирает для каждого совещания своего Председателя и принимает свои Правила процедуры. Он проводит очередное совещание, по крайней мере, один раз в два года. Комитет проводит первое совещание через три месяца после сдачи на хранение шестого акта о ратификации или присоединении.

2. Секретариат Регионального комитета готовит повестку дня совещаний Комитета в соответствии с полученными от Комитета указаниями и согласно положениям Правил процедуры. Он оказывает помощь национальным органам в получении информации, необходимой для их деятельности.

V. ДОКУМЕНТАЦИЯ

Статья 12

1. Договаривающиеся государства проводят обмен информацией и документацией, касающихся учебных курсов, свидетельств и дипломов о высшем образовании и ученых степеней.
2. Они стремятся содействовать разработке методов и механизмов по сбору, обработке, классификации и распространению всей необходимой информации, касающейся признания учебных курсов, свидетельств и дипломов о высшем образовании и ученых степеней, с учетом существующих методов и механизмов, а также информации, собранной национальными, субрегиональными, региональными и международными органами, в частности Организацией Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры.

VI. СОТРУДНИЧЕСТВО С МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

Статья 13

Региональный комитет принимает все надлежащие меры по привлечению к своим мероприятиям, в целях обеспечения наиболее полного осуществления настоящей Конвенции, компетентных международных правительственных и неправительственных организаций. Это в особенности относится к межправительственным учреждениям и органам, на которые возложена ответственность за применение субрегиональных конвенций или соглашений о признании дипломов и степеней в государствах, принадлежащих к региону Европы.

VII. ВЫСШИЕ УЧЕБНЫЕ ЗАВЕДЕНИЯ, НАХОДЯЩИЕСЯ В ВЕДЕНИИ ДОГОВАРИВАЮЩЕГОСЯ ГОСУДАРСТВА, НО РАСПОЛОЖЕННЫЕ ВНЕ ЕГО ТЕРРИТОРИИ

Статья 14

Положения настоящей Конвенции распространяются на обучение в любом высшем учебном заведении, находящемся в ведении

договаривающегося государства, и на полученные в нем свидетельства, дипломы и степени, даже если такое учебное заведение расположено вне территории данного государства, при условии, что компетентные органы договаривающегося государства, в котором находится это учебное заведение, не возражают против этого.

VIII. РАТИФИКАЦИЯ, ПРИСОЕДИНЕНИЕ И ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

Статья 15

Настоящая Конвенция открыта для подписания и ратификации государствами региона Европы, приглашенными участвовать в Дипломатической конференции, которой поручена разработка настоящей Конвенции, а также Ватиканом.

Статья 16

1. Другие государства, являющиеся членами Организации Объединенных Наций, одного из специализированных учреждений или Международного агентства по атомной энергии, или государства, являющиеся участниками Статута Международного суда, могут получить разрешение присоединиться к данной Конвенции.

2. Любая просьба подобного рода направляется Генеральному директору Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры, который передает ее договаривающимся государствам не менее, чем за 3 месяца до начала совещания Специального комитета, предусмотренного в пункте 3 настоящей статьи.

3. Договаривающиеся государства собираются на совещание Специального комитета, состоящего из представителей договаривающихся государств, по одному от каждого государства, имеющих специальные полномочия от своих правительств для решения вопроса о такой просьбе. Решения в подобных случаях принимаются договаривающимися государствами большинством в две трети голосов.

4. Эта процедура может быть применена только тогда, когда Конвенция будет ратифицирована по меньшей мере 20-ю государствами, о которых идет речь в статье 15.

Статья 17

Ратификация настоящей Конвенции или присоединение к ней осуществляется путем сдачи на хранение Генеральному директору

Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья 18

Настоящая Конвенция вступает в силу через один месяц со дня сдачи на хранение пятой ратификационной грамоты, но лишь в отношении тех государств, которые сдали на хранение свои ратификационной грамоты. В отношении любого другого государства Конвенция вступит в силу через месяц после того, как оно сдаст на хранение свою ратификационную грамоту или акт о присоединении.

Статья 19

1. Договаривающиеся государства имеют право денонсировать настоящую Конвенцию.
2. Письменное уведомление о денонсации сдается Генеральному директору Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры.
3. Денонсация вступает в силу через двенадцать месяцев после получения уведомления о денонсации. Однако лица, проходящие обучение на основании положений настоящей Конвенции на территории договаривающегося государства, денонсирующего Конвенцию, смогут закончить начатый курс обучения.

Статья 20

Генеральный директор Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры информирует договаривающиеся государства и другие государства, упомянутые в статьях 15 и 16, а также Организацию Объединенных Наций о сдаче на хранение всех ратификационных грамот или актов о присоединении, упомянутых в статье 17, а также о денонсациях, предусмотренных в статье 19 настоящей Конвенции.

Статья 21

Согласно статье 102 Устава Организации Объединенных Наций, настоящая Конвенция регистрируется в Секретариате Организации Объединенных Наций по просьбе Генерального директора Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, должным образом уполномоченные представители, подписали настоящую Конвенцию.

Совершено в г. Париже сего 21 декабря 1979 года на английском, испанском, русском и французском языках, причем все четыре текста имеют одинаковую силу, в одном экземпляре, который будет сдан на хранение в Архив Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры. Надлежащим образом заверенные копии будут направлены всем государствам, указанным в статьях 15 и 16, а также Организации Объединенных Наций.

Pour la République populaire socialiste
d'Albanie
For the People's Socialist Republic
of Albania
Por la República Socialista Popular
de Albania
За Народную Социалистическую
Республику Албанию

Pour la République fédérale d'Allemagne
For the Federal Republic of Germany
Por la República federal de Alemania
За Федеративную Республику Германии

Pour la République d'Autriche
For the Republic of Austria
Por la República de Austria
За Австрийскую Республику


Pour le Royaume de Belgique
For the Kingdom of Belgium
Por el Reino de Bélgica
За Королевство Бельгии

Pour la République socialiste soviétique
de Biélorussie
For the Byelorussian Soviet Socialist
Republic
Por la República Socialista Soviética
de Bielorrusia
За Белорусскую Советскую Социалистическую
Республику

Pour la République populaire de Bulgarie
For the People's Republic of Bulgaria
Por la República popular de Bulgaria
За Народную Республику Болгарии

Pour le Canada
For Canada
Por Canadá
За Канаду

Dr. Karl Hilber
21/12/79
with attached
recognition.


21/12/1979.

M. D. Defina *21/12-1979.*

Andreas *21.12.79.*

Pour la République de Chypre
For the Republic of Cyprus
Por la República de Chipre
За Республику Кипр

Pour le Danemark
For Denmark
Por Dinamarca
За Данию

Amelise Hand 21/12-1979

Pour l'Espagne
For Spain
Por España
За Испанию

Arturo Pons - 21/12-1979

Pour les Etats-Unis d'Amérique
For the United States of America
Por los Estados Unidos de América
За Соединенные Штаты Америки

Barbara W Newell 21/12/79

Pour la République de Finlande
For the Republic of Finland
Por la República de Finlandia
За Финляндскую Республику

Сен Келомая 21.12.1979

Pour la République française
For the French Republic
Por la República francesa
За Французскую Республику

Henri Volny 21.12.1979

Pour la République hellénique
For the Hellenic Republic
Por la República de Grecia
За Греческую Республику

Christina 21.12.1979
avec déclaration jointe.

Pour la République populaire hongroise
For the Hungarian People's Republic
Por la República popular de Hungría
За Венгерскую Народную Республику

Károly Ambrós
1979 XII. 21.

Pour l'Irlande
For Ireland
Por Irlanda
За Ирландию

Pour l'Islande
For Iceland
Por Islandia
За Исландию

Pour Israël
For Israel
Por Israel
За Израиль

David Rakshani ^{מ"מ ע"מ}
21. Dec. 1979

Pour la République italienne
For the Italian Republic
Por la Repubblica italiana
За Итальянскую Республику

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
For the Grand Duchy of Luxembourg
Por el Gran Ducado de Luxemburgo
За Великое герцогство Люксембург

[Handwritten signature]
21.12.1979

Pour la République de Malte
For the Republic of Malta
Por la República de Malta
За Республику Мальты

Pour la Principauté de Monaco
For the Principality of Monaco
Por el Principado de Mónaco
За Княжество Монако

Pour la Norvège
For Norway
Por Noruega
За Норвегию

21.12.1979
[Handwritten signature]

Pour le Royaume des Pays-Bas
For the Kingdom of the Netherlands
Por el Reino de los Países Bajos
За Королевство Нидерланды

Pour la République populaire de Pologne
For the Polish People's Republic
Por la República popular polaca
За Польскую Народную Республику

1 Bunt

21 XII. 1979

Pour le Portugal
For Portugal
Por Portugal
За Португалию

Mig Sousa e Silva

21 DEC 79

Pour la République démocratique allemande
For the German Democratic Republic
Por la República democrática alemana
За Германскую Демократическую Республику

Gertraud Krosch

21. 12. 79

with reservation annexed

Pour la République socialiste de Roumanie
For the Socialist Republic of Romania
Por la República socialista de Rumania
За Социалистическую Республику Румынию

Lucia Turcanu
21. XII. 1979

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
For the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland
Por el Reino Unido de Gran Bretaña
e Irlanda del Norte
За Соединенное Королевство Великобритании
и Северной Ирландии

J. G. Melhuus

21. 12. 1979

with reservation annexed

Pour le Saint-Siège
For the Holy See
Por la Santa Sede
За Святейший Престол

Giuseppe Martini

21. XII. 79

Pour la Suède
For Sweden
Por Suecia
За Швецию

Lars Zoltner

21/12-79

Pour la Confédération suisse
For the Swiss Confederation
Por la Confederación suiza
За Швейцарскую Конфедерацию

Pour la République socialiste tchécoslovaque
For the Czechoslovak Socialist Republic
Por la República socialista checoslovaca
За Чехословацкую Социалистическую Республику

Pour la République de Turquie
For the Republic of Turkey
Por la República de Turquía
За Турецкую Республику

21.12.1979
Tuangriv
1

Pour la République socialiste soviétique
d'Ukraine
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic
Por la República Socialista Soviética
de Ucrania
За Украинскую Советскую Социалистическую
Республику

21.12.1979

Врутену

Pour l'Union des Républiques socialistes
soviétiques
For the Union of Soviet Socialist Republics
Por la Unión de Repúblicas socialistas
soviéticas
За Союз Советских Социалистических
Республик

21/XII-1979
H. Софриньки

Pour la République socialiste fédérative
de Yougoslavie
For the Socialist Federal Republic of Yugoslavia
Por la República federativa socialista de
Yugoslavia
За Социалистическую Федеративную Республику
Югославию

Anton Nikolic
21.12.79

Pour la République de Saint-Marin
For the Republic of San Marino
Por la República de San Marino
За Республику Сан-Марино

Fausta Morganti 21/12/79

Certified copy
Copie certifiée conforme
Copia certificada conforme
Заверенная копия

Paris,

Legal Adviser of the
United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization

Conseiller juridique
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Consejero jurídico
de la Organización de las Naciones Unidas
para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Юридический советник
Организации Объединенных Наций
по вопросам образования, науки
и культуры